

# LETTRE DE LIAISON

des militants combattant  
pour le Front Unique  
des syndicats de l'enseignement public

Supplément au n°79  
23 mai 2003

ISSN 1245-0286

*Les militants qui combattent pour le Front unique des organisations syndicales de l'Enseignement public portent à votre connaissance les informations suivantes :*

## **DELEGATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES PERSONNELS DE L'EDUCATION NATIONALE DU PUY DE DOME.**

### **COMPTE RENDU DE MANDAT DE LA DELEGATION QUI S'EST RENDUE LE MARDI 20 MAI, A PARIS, AUPRES DES DIRECTIONS DES FEDERATIONS DE FONCTIONNAIRES**

La délégation de l'assemblée générale des enseignants du Puy de Dôme, composée de 14 collègues enseignants, TOS, MI-SE et provenant de 7 établissements (Collèges de l'Oradou et de Tremonteix, lycées B. Pascal, S. Apollinaire et A. Brugière de Clermont-Fd, Montdory de Thiers, M. Laurencin et Virlogeux de Riom) a été reçue par des représentants de la FSU et de l'UGFF-CGT.

A la FSU, nous avons été reçus par trois membres de la direction et G. Aschiéri, secrétaire général.

Nous nous présentons et lisons le texte voté par le comité de grève du Puy-de-Dôme du 15 mai et l'AG du 16 mai : « L'AG propose qu'une délégation de l'assemblée générale rencontre des représentants des fédérations de fonctionnaires au plan national pour renouveler la demande d'un appel national à la grève générale pour le retrait du projet de loi FILLON sur les retraites et des projets de lois organiques sur la décentralisation, avec les confédérations et les fédérations syndicales. »

Nous ajoutons que la mobilisation des personnels de l'Education Nationale est puissante, presque historique à Clermont-Fd. Mais que de grève reconductible en grève reconductible ce mouvement risque de s'essouffler, que monte une exigence des AG des manifs que les dirigeants des fédérations appellent à la grève générale pour le retrait et que le temps presse.

#### **Voici la déclaration de G. Aschieri :**

*« Nous avons reçu de nombreux e-mails, fax, coups de fils nous demandant d'appeler à la grève générale, mais votre démarche est exceptionnelle dans le sens que vous avez pris la peine de venir nous voir à Paris.*

*Le mouvement actuel est d'une intensité rare dans notre secteur, nous sommes de plus le moteur du mouvement. On a pas perdu sur les MI-SE. On va aller voir le ministre pour lui dire qu'on se bat sur trois choses dans le secteur spécifique de l'éducation :*

- la décentralisation
- les MISE, le maintien des personnels
- le budget, pour une programmation

*Sur les retraites, on se bat pour le retrait mais cela ne suffit pas, nous nous battons pour un autre projet.*

*On est aujourd'hui dans la situation de gagner, grâce à la pression et le gouvernement se sent faible. Des départements sont pour l'appel à la grève générale, des copains pensent que c'est difficile. Mon opinion : je ne suis pas sûr que le mot d'ordre de grève générale soit une solution, mais ce sont les instances qui décideront. Nous nous réunirons lundi 26 mai pour délibérer de la situation.*

*En tout état de cause, la grève générale reconductible ne se décrète pas, elle ne se réalise pas si les personnels ne s'en emparent pas. L'Education nationale c'est 70000 lieux de travail, écoles, collèges, lycées, inspections académiques etc. Aujourd'hui la majorité est dans l'action, mais coordonner tout cela est difficile !*

*Aujourd'hui nous nous engageons, s'il y a des discussions, on dira alors ce qu'on a dit, s'il y a des résultats nous les soumettrons au jugement des collègues, même si ce n'est pas facile à organiser. »*

**Nous avons ensuite été reçus à Montreuil, au siège de la CGT par P. Hallinger au nom de l'UGFF-CGT, fédération de fonctionnaires CGT. Voici ce qu'il a déclaré :**

« Ce sont les personnels qui décident dans les AG, c'est pourquoi dans ces conditions nous appelons à des grèves reconductibles. Il faut savoir que tout le monde n'est pas au même rythme. Lorsqu'à Rouen Raffarin a annoncé la décentralisation, cela a été un vrai choc pour la population de l'Education Nationale. Derrière les TOS, se profile la territorialisation de l'Education. Pour les enseignants c'est un vrai malaise au sujet de leur place dans la société.

Sur le dossier des retraites, on fait ce qu'on peut pour pousser à l'action la plus large. Le 13 mai c'est du jamais vu ! Il s'agit pour nous de reconduire à partir de là. Finances, équipement sont dans cette situation. Il faut aussi s'inscrire dans la durée, le projet de loi est adopté le 28 mai au conseil des ministres. En même temps, nous savons que cela se joue maintenant, pas le 14 juillet. Mais ce que je peux vous dire c'est au nom de la fédération. Sinon, il faut aller voir Bernard (Thibaud).

Nous jouons l'unité. Au Conseil Supérieur de la Fonction Publique, ou juridiquement les projets de lois doivent passer, Delevoye a lâché des aménagements pour avoir le vote des fédérations. On aurait pu bien sûr boycotter le CSFP, mais la CFDT voulait y aller, alors nous nous y sommes rendus.

Nous sommes dans une situation bloquée, le gouvernement est dans le mur. Le texte sur les retraites est imbuvable. Sur la décentralisation, votre mouvement aide à se situer, nous en avons une vision très critique, cependant il faut une démocratisation du service public. Il faut réformer l'Etat et démocratiser la fonction publique. Il faut que les personnels soient acteurs dans les territoires. Il faut renforcer le rôle des élus locaux. Il est vrai que dans l'enseignement vous avez les conseils d'administration.

En attendant il faut réussir le 22 mai, la manifestation du 25, le 26 il y aura des AG partout, et le 27 la grève reconductible. Le 3 juin les cheminots et les travailleurs de la RATP se mettront certainement en grève reconductible. La grève générale, non car on ne sait pas l'ampleur que ça peut avoir, quand on fait la grève générale on ne sait pas où on va. On préfère généraliser la grève reconductible. »

Le 21 mai nous avons eu un entretien téléphonique avec J.L. Blanc, secrétaire fédéral, revendication de l'UNSA Education.

« La grève générale ne se décrète pas c'est la base qui décide. Nous sommes contre la méthode de décentralisation, contre cette proposition de décentralisation mais pas contre le principe de la décentralisation. La FEN dans les années 70 était déjà favorable.

Sur les retraites, nous sommes pour une réforme mais pas celle-là. Nous n'appelons pas au boycott des examens et il nous semble nécessaire d'interpeller vos parlementaires sur le projet de loi organique. Nous souhaitons la continuation de la mobilisation et du mouvement. »

Le même jour nous avons appelé la fédération de fonctionnaires FO qui nous a dit qu'elle avait déposé un préavis de grève sans limite jusqu'à présent. Nous avons été renvoyés au tract confédéral adopté par la CE.

La délégation du comité de grève fait le constat suivant :

- Les représentants nationaux de la FSU comme ceux de l'UGFF-CGT l'ont admis : la position que nous avons défendue n'est pas propre au Puy-de-Dôme, dans de nombreux départements la même position s'est exprimée massivement.
- « c'est maintenant que cela se joue » a déclaré le responsable UGFF-CGT. Dans ces conditions comment comprendre que l'on parle à la SNCF, d'abord de grève reconductible à partir du 26 mai, puis maintenant à partir du 3 juin. Qui ne voit pas que le gouvernement table sur le fait que les différentes corporations s'engagent en ordre dispersé. Les uns commençant quand les autres sont épuisés ce qui aboutirait au fait que nous soyons finalement tous défaits ? Qui ne voit que la première décision pour éviter une telle situation et l'appel d'abord dans la fonction publique à la grève générale ?

Tout le monde le sait : le gouvernement ne cèdera que s'il est menacé dans son existence. Peut-on dire : « Nous ne sommes pas pour la grève générale insurrectionnelle » (responsable FSU), « Si on appelle à la grève générale, on ne sait pas où on va » (responsable UGFF-CGT) ?

Nous voulons gagner obtenir le retrait des projets de lois sur les retraites et la décentralisation. C'est cela qui nous intéresse. Nous ne pouvons renoncer à nos revendications au nom du fait que si les projets de réforme sautaient le gouvernement RAFFARIN serait en péril.

Les représentants de la FSU, de l'UGFF-CGT ont déclaré que notre démarche était « exceptionnelle ». Ce qui est exceptionnel c'est la détermination des grévistes à gagner. Ce que nous souhaitons c'est que notre démarche ne reste pas exceptionnelle qu'elle soit multipliée que d'autres délégations soient organisées dans d'autres départements et d'autres corporations.

**Nous n'avons pas des semaines pour obtenir l'appel des responsables nationaux à la grève générale jusqu'à satisfaction. Il y a urgence !**

\*

\*

\*

Pour toute correspondance :

**Front Unique** 11 rue Michalias 63100 Clermont-Ferrand

Roland Michel lycée Sidoine Apollinaire rue Richepin 63000 Clermont Ferrand

Hélène Bertrand lycée Lacassagne 93 rue Antoine Charial 69003 Lyon